

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 23 février 2026

Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

English summary

Nigeria & Ghana

- France's bilateral trade with Nigeria and Ghana in 2025.

Nigeria

- The Central Bank of Nigeria cuts its policy rate by 50 bps, to 26.5%;
- Nigerian pavilion at the 2026 International Agriculture Show in Paris;
- Nigerian public debt reaches USD 103.9bn in 2025 Q3;
- EBRD to invest USD 100m in project BRIDGE for the deployment of fiber optics;
- The NDPC investigates Temu for alleged violation of Data Protection Act;
- The REA signs a MoU with ECOWAS for photovoltaic electrification.

Ghana

- The government to increase its reserves to 15 months of import cover by end of 2028;
- Government Highlights the Strength of Its Fiscal Management in 2025 ;
- Tax Exemption on Equipment Imports for 24-Hour Economy Project Factories;
- The Minister for Finance has laid before Parliament the bill on the Value for Money Office.

LE CHIFFRE À RETENIR

1^{er}

En 2025, le Nigeria est le premier partenaire commercial (biens) de la France en Afrique subsaharienne.

Nigeria & Ghana :

Commerce bilatéral de la France avec le Nigeria et le Ghana en 2025.

Nigeria :

La Banque centrale du Nigeria abaisse son taux directeur de 50 points, à 26,5% ; Pavillon nigérian au Salon international de l'agriculture 2026 ; La dette publique nigériane représentait 103,9 Md USD au troisième trimestre 2025 ; La BERD approuve un financement de 100 M USD pour le projet BRIDGE ; La NDPC ouvre une enquête contre Temu pour violation présumée de la protection des données ; Protocole d'accord entre l'Agence d'électrification rurale nigériane et la CEDEAO pour le déploiement de systèmes photovoltaïques.

Ghana :

Le gouvernement souhaite porter ses réserves à 15 mois d'importations d'ici fin 2028 ; Le gouvernement souligne la solidité de sa gestion budgétaire en 2025 ; Exonération d'impôts sur les importations pour les usines du projet 24-Hour Economy ; Projet de loi sur le Bureau de l'optimisation des ressources.

Nigeria & Ghana

Commerce bilatéral de la France avec le Nigeria et le Ghana en 2025

[Les douanes françaises ont publié les chiffres du commerce extérieur de la France pour l'année 2025.](#) Si l'année 2025 a été marquée par la contraction du commerce international, les échanges de la France avec l'ensemble des pays de l'Afrique subsaharienne ont progressé de +2,7% par rapport à 2024 pour représenter 25,1 Md EUR (11,1 Md EUR d'exportations françaises et 14,0 Md EUR d'importations).

Le Nigeria a conservé sa place de premier partenaire commercial de la France en Afrique subsaharienne en biens, avec 4,7 Md EUR (-5,7% par rapport à 2024, lié à la baisse du prix du baril et au contexte international). Le pays est classé quatrième sur l'ensemble de l'Afrique, seulement devancé par le Maroc, l'Algérie et la Tunisie. La France a enregistré en 2025 un déficit commercial significatif de 3,7 Md EUR (exportations françaises de 470 M EUR pour 4,2 Md EUR d'importations), une dynamique similaire aux années précédentes. Les échanges bilatéraux sont dominés par les importations françaises de pétrole brut (3,9 Md EUR soit 93% des importations françaises en provenance du Nigeria). Les exportations françaises sont plus diversifiées : biens d'équipement (26%), produits agroalimentaires (25%), chimiques (15%), carburant (11%). L'activité de la raffinerie Dangote, qui a contribué à réduire la demande nigériane en carburant explique la réduction en 2025 des exportations françaises vers le Nigeria (-12%).

Le Ghana est également un partenaire commercial important pour la France en Afrique subsaharienne et se classe septième en 2025 (il était onzième en 2024). Les échanges franco-ghanéens ont bondi de +29% en 2025, de 680 M EUR à 880 M EUR. Les exportations françaises ont augmenté de +7% (230 M EUR) tandis que les importations ont connu une croissance significative de +39% (650 M EUR). L'augmentation du cours du cacao explique notamment cette évolution, alors que les importations françaises en provenance du Ghana sont principalement composées de produits agricoles (53%) et des industries agroalimentaires (45%). Les exportations françaises vers le Ghana sont plus diversifiées, comme vers le Nigeria, et principalement composées de produits manufacturés.

La Banque centrale du Nigeria abaisse son taux directeur de 50 points, à 26,5%

[Le Comité de politique monétaire \(CPM\) de la Banque centrale du Nigeria \(CBN\) s'est réuni les 23 et 24 février et a décidé d'abaisser son taux directeur de 50 pdb, à 26,5%](#), qualifiant cette décision d'assouplissement modéré. Le ratio des réserves obligatoires (CRR) des banques commerciales est maintenu à 45%, celui des banques d'affaires à 16% ainsi que le ratio de liquidité à 30%. Le corridor monétaire n'a pas été révisé et reste à +50/-450 pdb.

Il s'agit de la seconde baisse de taux depuis l'arrivée de la nouvelle administration, après un cycle de resserrement marqué (augmentation cumulée de +1100 pdb du taux directeur en 2023 et 2024). Maintenu à 27,5% depuis novembre 2024, le taux directeur a été abaissé une première fois modestement en septembre 2025 à 27% (-50 pdb), avant d'être maintenu en novembre, au profit d'un ajustement du corridor monétaire (de +/-250 pdb à +50/-450 pdb).

Cette décision est prudente au regard de la baisse progressive et continue de l'inflation observée depuis le second semestre 2025 (de 24,9% en juillet 2025 à 15,1% en janvier 2026 en glissement annuel), et du premier épisode de déflation d'un mois à l'autre enregistré en janvier (-2,9%). Janvier 2026 a notamment marqué le 10ème mois consécutif de diminution de l'inflation.

Cette baisse de taux est motivée par la perspective d'une trajectoire désinflationniste durable, permise par la politique monétaire restrictive conduite depuis 2023, l'appréciation et la moindre volatilité de la monnaie, l'amélioration des chaînes d'approvisionnement alimentaires et la stabilité des prix du carburant. Le CPM a par ailleurs relevé les améliorations notables des équilibres extérieurs. L'accrétion soutenue des réserves de change, passées de 37 Md USD en juillet 2025 à plus de 48 Md USD en février 2026, est remarquable, malgré un contexte de prix du baril faible. Cette hausse s'explique par la formalisation des entrées de devises, la diversification des exportations et l'attractivité des instruments monétaires nigériens auprès des investisseurs internationaux.

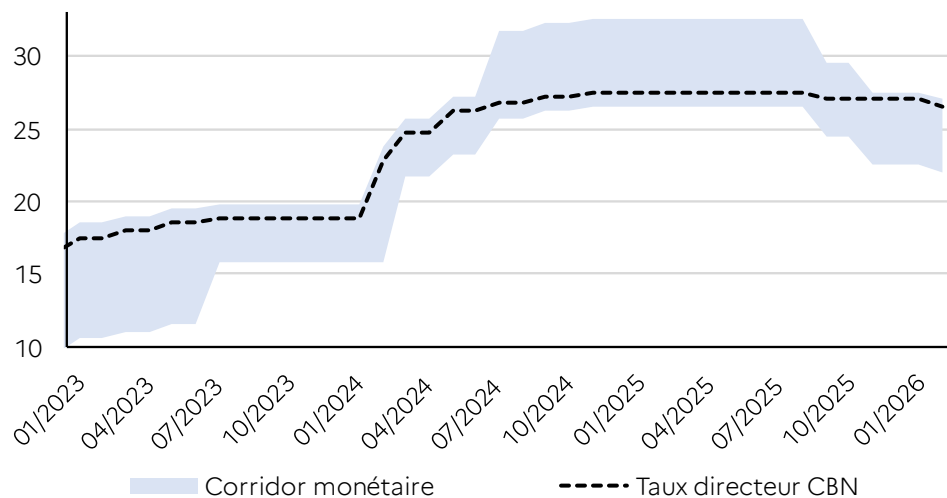
Le maintien de taux élevés est un levier puissant pour permettre à la CBN de préserver l'attractivité du pays auprès des investisseurs internationaux et d'encourager les flux de capitaux entrants, principalement sous la forme d'investissements de portefeuilles.

A l'annonce de la décision, le cours du naira est resté stable autour de 1350 NGN pour 1 USD. De même, les rendements obligataires sur le marché secondaire n'ont pas significativement réagi.

La prochaine réunion du CPM aura lieu les 19 et 20 mai prochains. Les prévisionnistes anticipent la poursuite de la dynamique de

desserrement monétaire par la CBN en 2026 (baisse cumulée jusqu'à 400 pdb).

Évolution du taux directeur et du corridor monétaire de la Banque centrale du Nigeria depuis janvier 2023



Source : Central bank of Nigeria

Clef de lecture : La CBN a abaissé son taux à 26,5% en février 2026, le corridor monétaire a été maintenu à +50/-450pts (22% - 27%).

Pavillon nigérian au Salon international de l'agriculture 2026

[Le Salon international de l'agriculture 2026, organisé à Paris du 21 février au 1^{er} mars, a été l'occasion pour le Nigeria de mettre à l'honneur l'agriculture et les produits nigériens](#) ainsi que les opportunités d'affaires que représente le secteur.

Pour la deuxième fois après l'édition de 2024, ce pavillon nigérian a été rendu possible grâce à l'action du Conseil d'affaires France Nigeria. Inauguré le 23 février, il a notamment été visité par le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, qui a échangé avec les exposants le jeudi 26 février.

Parmi les entreprises présentes figurent Flour Mills of Nigeria, BUA Foods, Dangote, Access Bank, Zenith Bank et Soille's Farm Labs. Des délégations représentant l'État fédéral ainsi que plusieurs États fédérés sont également présents. Près d'une centaine d'entreprises du secteur agricole et agro-industriel nigérian, représentant l'ensemble des chaînes de valeur agricoles, sont attendues à Paris.

La dette publique nigériane représentait 103,9 Md USD au troisième trimestre 2025

[Le bureau de gestion de la dette du Nigeria \(DMO\) a publié les chiffres de dette publique du pays au troisième trimestre 2025.](#) Le stock de dette publique du Nigeria représentait ainsi 103,9 Md USD fin septembre 2025 après 99,7 Md USD fin juin. Cette progression s'explique par de nouvelles émissions sur le marché domestique, l'appréciation récente du naira et de nouveaux financements multilatéraux.

La part de la dette domestique reste majoritaire, 53,4% de la dette publique nigériane au T3-2025, celle-ci étant principalement constituée d'obligations fédérales « FGN Bonds » (80%).

Parmi les créanciers externes du Nigeria figurent les bailleurs multilatéraux (48% du stock de dette externe) et en particulier le groupe Banque mondiale (40%). Le premier créancier bilatéral est la Chine (11% de la dette externe), suivie de la France (1,6% soit 798 M USD). Les créanciers privés représentent enfin 39% de la dette externe du pays.

Le ratio de dette sur PIB du Nigeria est estimé par le FMI à 36,4% en 2025 et devrait même se réduire à 35,0% en 2026, puis 33,8% à l'horizon 2030, en raison de perspectives de croissance supérieures à +4% sur la période. Le FMI qualifie de « modéré » le risque de surendettement du pays.

La BERD approuve un financement de 100 M USD pour le projet BRIDGE

[La Banque européenne pour la reconstruction et le développement \(BERD\) a approuvé le financement de 100 M USD pour le mégaprojet de fibre optique BRIDGE](#) qui vise à déployer un réseau national de 90 000 km de fibre optique numérique dans les 36 États du Nigeria.

Le prêt de la BERD s'inscrit dans un montage financier réunissant la Banque mondiale (500 M USD) et la Banque africaine de développement (200 M USD), pour un financement total de 800 M USD destiné à la capitalisation de la société de projet (SPV) à laquelle est amenée à participer le secteur privé.

L'Union européenne vient compléter le financement du programme BRIDGE par un paquet « Économie digitale » d'un total de 45 M EUR, prévoyant notamment une subvention de 22 M EUR destinée à accompagner la mise en œuvre du programme. Ce paquet prévoit par ailleurs le financement du programme 3MTT (*3 Million Technical Talent*) du ministère des Communications, de l'Innovation et de l'Économie digitale (MCIED), visant à accompagner la formation de 3 millions de jeunes aux métiers du numérique.

La NDPC ouvre une enquête contre Temu pour violation présumée de la protection des données

[La Commission nigériane de protection des données \(NDPC\) a annoncé l'ouverture d'une enquête à l'encontre de la plateforme chinoise d'e-commerce Temu](#) pour violation présumée de la loi sur la protection des données. Entrée en vigueur en 2023, cette loi a doté le Nigeria s'est doté d'un cadre juridique aligné sur les standards internationaux.

Temu, qui exploiterait les données de plus de 12 millions d'utilisateurs nigériens chaque jour, est accusée de pratiques de surveillance en ligne fondées sur la collecte et l'utilisation de données personnelles.

Protocole d'accord entre l'Agence d'électrification rurale nigériane et la CEDEAO pour le déploiement de systèmes photovoltaïques

[L'Agence d'électrification rurale \(REA\) a signé un protocole d'accord avec la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest \(CEDEAO\)](#), dans le cadre d'un Projet régional d'accès à l'électricité hors réseau (ROGEAP) en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel. Cette initiative soutenue par la Banque mondiale vise à soutenir le déploiement de systèmes solaires photovoltaïques dans 15 centres de santé et des écoles rurales, dans les États de Niger, de Nassarawa ainsi qu'à Abuja. Une subvention de la CEDEAO de 700 000 USD est ainsi destinée à la REA, en tant qu'agence technique et financière chargée de la mise en œuvre au Nigeria. Ce projet constitue une avancée vers un renforcement de l'intégration régionale et illustre une volonté commune d'approfondir la coopération en matière d'électrification dans les pays de la région.

Ghana

Le gouvernement souhaite porter ses réserves à 15 mois d'importations d'ici fin 2028

[Le ministre des Finances Cassiel Ato Forson présente la Politique nationale d'accumulation accélérée des réserves du Ghana \(GANRAP\)](#). Il définit une feuille de route visant à porter les réserves internationales jusqu'à 15 mois d'importations d'ici 2028, contre 5,7 mois à la fin de l'année 2025, selon la Banque du Ghana. L'objectif est d'augmenter le niveau des réserves à environ 8,6 mois d'importations d'ici la fin 2026.

Cette politique s'appuiera sur les activités de la Commission ghanéenne de l'or (Ghana Gold Board) grâce à l'accumulation physique d'or et des achats directs de devises.

[Le ministre a justifié cette nouvelle stratégie](#) par l'échec des mécanismes antérieurs, notamment les opérations de swap de la Banque du Ghana ou les emprunts euro-obligataires, qui ont contribué à la crise de la dette. Il a également souligné le caractère incertain des sources traditionnelles de devises que sont les ventes de cacao et de pétrole brut, en raison de la volatilité des prix, des risques climatiques et de la baisse de production.

Des réserves de changes plus élevées renforcent la résilience du pays, en permettant en cas de chocs économiques externes : (i) de poursuivre les achats en devises étrangères et (ii) d'assurer une certaine stabilité de taux de change.

Le gouvernement souligne la solidité de sa gestion budgétaire en 2025

[Le ministre des Finances a présenté les principaux résultats des comptes publics pour le Ghana en 2025, mettant en avant des résultats budgétaires robustes et une bonne gestion de la dette publique.](#)

D'après le ministre, en 2025, le déficit budgétaire sur la base des engagements s'est réduit à 1% du PIB, bien en deçà de la cible de 2,8%. Le solde primaire sur la base des engagements a enregistré un excédent de 2,6% du PIB, dépassant l'objectif de 1,5%. Il a également annoncé que la dette publique avait diminué de 7,7 Md USD, passant de 62% à 45% du PIB entre décembre 2024 et décembre 2025.

Exonération d'impôts sur les importations d'équipements pour les usines du projet 24-Hour Economy

[Le Président Mahama a annoncé que les usines enregistrées dans le cadre de l'initiative 24-Hour Economy pourront importer du matériel \(expansion et rééquipement\) en franchise de droits de douanes et de taxes.](#) Cette annonce a été faite le 24 février, lors de la cérémonie de lancement des travaux de construction d'une usine de fabrication de verre flotté (250 M USD d'investissements).

La 24-Hour Economy a été lancée en juillet 2025 par le président Mahama pour structurer un écosystème industriel fonctionnant en continu. Grâce à un ensemble d'incitations (tarifs électriques préférentiels, exonérations douanières, sécurité nocturne renforcée) et à la mise en place d'un cadre institutionnel dédié, ce programme entend permettre une croissance économique supérieure à 6% par an entre 2026 et 2030 et la création de 1,7 million d'emplois décents d'ici 2029.

Projet de loi sur le Bureau de l'optimisation des ressources

Le ministre des Finances a présenté au Parlement le projet de loi sur le Bureau de l'optimisation des ressources (Value for Money Office), le décrivant comme une mesure décisive pour lutter contre les inefficacités chroniques du système de gestion des finances publiques du Ghana.

Cette proposition vise à répondre à certains écueils constatés lors de la mise en œuvre de grands projets (difficultés d'évaluation des coûts, abandons et mauvaise utilisation des finances publiques) faisant écho au rapport d'assistance technique consacré à l'évaluation de la gouvernance au Ghana publié par le FMI en novembre 2025.

Le nouveau Bureau de l'optimisation des ressources sera une institution de contrôle spécialisée et indépendante. Il procédera à des évaluations d'optimisation des ressources, délivrera des certificats obligatoires avant l'attribution de contrats, contrôlera la conformité et appliquera des sanctions en cas d'infractions.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

tom.giudice@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : tom.giudice@dgtresor.gouv.fr